

ARRÊTÉ du 15 juin 2004

**ARRETE MODIFIANT L'ARRETE DU 2 FEVRIER 2004 FIXANT LE
REGIME D'OUVERTURE DES DEBITS DE BOISSONS ET RESTAURANTS
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.3331 à L.3355 relatifs aux débits de boissons et R 3511-1 à R 3512-2 relatifs à la lutte contre le tabagisme ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212- 2 et L 2215-1 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 571-1 et suivants relatifs à la lutte contre le bruit ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 123-1 à R 123-55 relatifs à la protection contre le risque d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public ;

VU le décret n°98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée ;

VU l'arrêté interministériel du 15 décembre 1998 pris en application du décret n°98-1143 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2004 fixant le régime d'ouverture des débits de boissons et restaurants dans le département de la Gironde modifié;

VU la circulaire n°86-78 du 3 mars 1986 de M. le Ministre de l'Intérieur ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de préserver la tranquillité et la sécurité publique contre les nuisances résultant d'activités tardives dans les établissements recevant du public et offrant des boissons à consommer sur place ;

CONSIDÉRANT que la consommation excessive de boissons alcoolisées trouble gravement l'ordre public et constitue un facteur d'aggravation de l'insécurité routière ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en conséquence de mettre un terme à la fréquentation continue des débits de boissons ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'il convient de prendre en considération le mode de fonctionnement particulier de certains établissements dont la clientèle exprime des besoins spécifiques ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - L'arrêté préfectoral du 26 avril 2004 est rapporté.

ARTICLE 2 - L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 5 - Dérogations préfectorales

- **Une ouverture anticipée à 5 heures du matin** pourra être accordée aux **débits de boissons à consommer sur place** situés à proximité de certaines infrastructures (gares SNCF, gares routières, aéroports, marchés...) et établissements

relais routiers) lorsqu'il aura été établi que cette mesure répond à des nécessités particulières, sous réserve qu'il n'en résulte aucun trouble pour l'ordre public.

La demande motivée, ainsi que son renouvellement, accompagnée de l'engagement de l'exploitant à ne pas servir de boissons alcoolisées avant 6 heures du matin et à ne pas diffuser de musique entre 5 heures et 6 heures du matin, doit être formulée au moins deux mois à l'avance.

- **Une ouverture tardive jusqu'à 4 heures** pourra être accordée aux **restaurants** situés à proximité de certaines infrastructures (gares SNCF, gares routières, aéroports, marchés. .) et établissements relais routiers lorsqu'il aura été établi que cette mesure répond à des nécessités particulières, sous réserve qu'il n'en résulte aucun trouble pour l'ordre public.

La demande motivée, ainsi que son renouvellement, accompagnée de la licence restaurant attachée à l'établissement et d'un engagement de l'exploitant à ne pas diffuser de musique entre 2 heures et 4 heures du matin, doit être formulée au moins deux mois à l'avance.

Dans les établissements qui sont à la fois débit de boissons et restaurant ne peut fonctionner pendant la plage d'ouverture dérogatoire que l'activité au titre de laquelle l'autorisation d'ouverture exceptionnelle a été délivrée.

Ces deux dérogations ne peuvent pas être cumulatives pour un même établissement qui aurait le double statut.

- A Bordeaux, les établissements situés dans l'enceinte des marchés des Capucins et de Brienne peuvent être autorisés à fonctionner suivant les horaires d'ouverture de ces marchés. Les demandes doivent être déposées au moins deux mois à l'avance.

Ces autorisations seront délivrées à titre exceptionnel et individuel à l'exploitant pour une durée d'un an après avis du maire et des services de police ou de gendarmerie.

Elles pourront être révoquées à tout moment en cas d'infraction ou s'il s'avère que les engagements mentionnés ci-dessus ne sont pas tenus.

- ARTICLE 3** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Mme et MM. les Sous-Préfets des arrondissements de BORDEAUX, BLAYE, LANGON, LESPARRÉ et LIBOURNE,
 - Mmes et MM. les Maires,
 - M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Gironde,
 - M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Gironde et affiché dans toutes les communes du Département.

Fait à Bordeaux, le 15 juin 2004

LE PRÉFET,

Alain GEHIN